

De : [Amanda Webber](#)
À : [Sara-Philippe Beaumont](#); [Amélie Gagnon](#)
Objet : TR: Entrée en vigueur de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux
Date : 2 juillet 2024 10:56:08
Pièces jointes : [image001.gif](#)
[24-522-01W_Infographie.jpg](#)
[24-522-02W_Image-écran.jpg](#)



Bonjour à vous,
Comme convenu, voici le courriel transmis aux vis-à-vis en communication dans le RSSS ce matin.
Bonne journée,

Amanda Webber, M.A. | Conseillère stratégique en communication

Service du conseil stratégique et des campagnes
Direction des communications
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Édifice Catherine-De Longpré
1075, chemin Sainte-Foy, 2^e étage
Québec (Québec) G1S 2M1

amanda.webber@msss.gouv.qc.ca

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message peut renfermer des renseignements protégés ou des informations confidentielles. Si vous l'avez reçu par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez en prévenir immédiatement l'expéditeur et effacer ce courriel. Par respect pour l'environnement, imprimer ce courriel seulement si nécessaire.

Envoyé : 2 juillet 2024 10:01

Objet : Entrée en vigueur de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux



Bonjour,

Depuis le 1^{er} juillet, la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux* est entrée en vigueur. Elle permet une plus grande autonomie aux usagers et usagères en leur offrant un contrôle accru sur leurs renseignements de santé. De plus, elle favorise une meilleure circulation des renseignements de santé et de services sociaux entre les intervenants et intervenantes du domaine de la santé, assurant ainsi une coordination optimale des soins.

Dorénavant, toute personne a le droit de restreindre l'accès aux renseignements de santé et de services sociaux qui la concernent, et ce, en déterminant qu'une intervenante ou un intervenant particulier ou qui appartient à une catégorie d'intervenants ne peut avoir accès à un ou à plusieurs renseignements de santé et de services sociaux qu'elle a identifiés dans son dossier lors de la prestation de soins et de services.

Une personne a aussi le droit de refuser que certaines personnes aient accès à certains

renseignements de santé et de services sociaux qui la concernent. La *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux* renforce la protection de la vie privée des usagers et usagères en mettant l'accent sur le consentement éclairé.

Plus largement, elle modifie le processus administratif de l'accès aux renseignements de santé et de services sociaux pour les chercheurs et chercheuses dans le respect des normes éthiques et de confidentialité. Ces avancées permettent d'améliorer la recherche médicale en offrant un accès sécurisé et réglementé aux renseignements nécessaires, contribuant ainsi à l'avancement des connaissances et à l'amélioration des pratiques de soins.

Pour en apprendre plus, consultez la page [Limiter l'accès aux renseignements de santé et de services sociaux](#). Une page dédiée aux professionnels (chercheurs et intervenants) est aussi disponible :

<https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/soins-et-services/renseignements-sante-services-sociaux/limiter-acces-aux-renseignements/> Une formation est disponible pour cette clientèle.

Enfin, nous vous acheminons une infographie et une image-écran que vous pouvez partager respectivement dans vos médias sociaux et dans les téléviseurs de vos établissements ou installations.

Merci et bonne journée,

Équipe des relations avec le réseau

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message peut renfermer des renseignements protégés ou des informations confidentielles. Si vous l'avez reçu par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez en prévenir immédiatement l'expéditeur et effacer ce courriel. Par respect pour l'environnement, imprimer ce courriel seulement si nécessaire.